



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
Pour la Protection des Milieux

Installations Classées soumises à déclaration

Dossier suivi par : M. GILLARDET
N°2015-2D

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

RECEPISSE est donné à :

Monsieur le Directeur
de la Société EPUR MEDITERRANEE
Zone Artisanale des Aiguilles
13180 GIGNAC-LA-NERTHE

de sa déclaration écrite du 28 janvier 2011, complétée le 28 novembre 2014, relative à l'exploitation :

- d'installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets collecte de déchets non dangereux, dont le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100m³ et inférieur à 300m³,
- installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, dont le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100m³ mais inférieur à 1000m³,
- installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, dont la surface étant supérieure ou égale à 100m² mais inférieur à 1000m²,

Sise, ZA des Aiguilles parcelles section AD n°219, 224, 225, 234, 236, 241 et 245.

Cette installation est soumise à déclaration au titre des rubriques n°2710-2c(DC), n°2711-2(DC), n°2713-2(D) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'environnement.

LE DECLARANT DEVRA SE CONFORMER STRICTEMENT AUX PRESCRIPTIONS CI-ANNEXEES.

Le présent récépissé ne dispense pas l'intéressé du permis de construire ou des autorisations administratives prévues par des textes autres que celui du Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre II.

Reçu le récépissé ainsi que les pièces jointes :

le

à

LE DECLARANT,

Marseille, le 07 JAN. 2015

POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

Gilles BERTOTHY

L'attention du déclarant est particulièrement appelée sur les dispositions réglementaires suivantes :

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'installation, à l'ouvrage, aux travaux ou à l'activité, il adresse une demande au Préfet, qui statue par arrêté.

Dans le cas où l'établissement ne serait pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration, ou si son exploitation était interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'exploitant doit faire une nouvelle déclaration.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des officiers de police judiciaire et des fonctionnaires chargés de la surveillance des installations classées, qui ont entrée dans les établissements soumis à leur surveillance, à tout moment de leur fonctionnement, en vue d'y faire telles constatations qu'ils jugent nécessaires.

Si l'établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise de possession en indiquant, s'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénom et domicile ou s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, sa forme juridique, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Tout transfert d'une installation sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage ou du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des termes de la déclaration, nécessite soit une demande d'autorisation, soit une déclaration nouvelle qui doit être faite préalablement au changement projeté.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation. *Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen terme ou à long terme.*

Lorsque l'activité déclarée cesse, l'exploitant doit en informer le Préfet, au moins un mois avant celle-ci. La notification doit indiquer les mesures de remise en état du site prises ou envisagées. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

L'exploitant qui désire remettre en activité une usine mise momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation, doit faire une nouvelle déclaration.

Le présent récépissé de déclaration devra être tenu, au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Conformément à l'article L.214-7 du Code de l'Environnement, les installations soumises à déclaration en application du Titre 1^{er} du Livre V sont soumises aux dispositions des articles L.211-1, L.212-1 à L.212-7, L.214-8, L.216-6 et L.216-13 (Eaux et Milieux Aquatiques). Les règles applicables aux installations classées ayant un impact sur le milieu aquatique sont fixées dans le cadre des mesures individuelles et réglementaires relevant du Titre 1^{er} du Livre V précité.

DESTINATAIRES :

- ✓ **Le Directeur de la Société EPUR MEDITERRANEE** qui devra conserver l'original du récépissé et renvoyer l'accusé de réception ci-joint à mes services dûment daté et signé.
- ✓ **Le Sous-Préfet d'Istres,**
- ✓ **Le maire de Gignac la Nerthe** pour information et affichage d'une durée minimum d'un mois, en le priant de mentionner la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales.
- ✓ **La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,**
- ✓ **le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,**
- ✓ **le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

07 JAN. 2015

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : M.Sylvain GILLARDET
Tél. 04.84.35.42.76

n°2015-3ANT/A

Monsieur le Directeur
de la Société EPUR MEDITERRANEE
Zone Artisanale des Aiguilles
13180 GIGNAC-LA-NERTHE

Monsieur le Directeur,

J'ai procédé à l'examen de votre demande de bénéfice du droit d'antériorité, au titre des rubriques n°2710 et n°2711 de la nomenclature des installations classées, formulée, au regard de l'article L.513-1 du Code de l'Environnement, au sujet de votre installation située à l'adresse susmentionnée sur les parcelles n°219, 224, 225, 234, 236, 241 et 245 Section AD.

Après analyse, et parution du décret n°2012-384 du 20 mars 2012 qui a modifié les rubriques n°2710 et n°2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection des milieux, figurant dans votre dossier de déclaration déposé le 28 janvier 2011 et des compléments que vous m'avez transmis le 28 novembre 2014, je vous informe que vous pouvez continuer à exercer vos activités au titre des rubriques :

- n°2710-1-a (A), sous le régime de l'autorisation pour une quantité de 50 tonnes,
- n°2711-2 (DC), sous le régime de la déclaration pour un volume de 200 m³.

A cet effet, je prends acte de votre déclaration d'antériorité au titre des rubriques n°2710-1-a(A), n°2711-2(DC), et vous prie de bien vouloir prendre connaissance du tableau ci-joint concernant la mise à jour de vos activités vous autorisant à fonctionner au titre du code de l'environnement.

Rubrique et Alinéa	REGIME	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2710-1-a	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets collecte de déchets dangereux	Quantité	Supérieur ou égal à 7 tonnes	50 tonnes
2710-2c	DC	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets collecte de déchets non dangereux	Volume de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	Supérieur ou égal à 100m ³ et inférieur à 300m ³	180m ³

Rubrique et Alinéa	REGIM	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques volume susceptible d'être entreposé supérieur ou égal à 100m ³ mais inférieur à 1000m ³	Volume susceptible d'être entreposé	Supérieur ou égale à 100m ³ mais inférieur à 1000m ³	200m ³
2713-2	D	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100m ² mais inférieure à 1000m ² .	Surface	Supérieur ou égale à 100m ² mais inférieur à 1000m ²	200m ²

En outre, je vous rappelle votre obligation visant à m'informer de toute modification notable de vos installations ou de son volume d'activité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

POUR LE PREFET
Le chef de Bureau,

Gilles BERTOTHY